

La COP28 doit marquer l'abandon des combustibles fossiles

Attentes concernant les négociations climatiques de la COP28 des Nations Unies à Dubaï en novembre et en décembre 2023

La COP28 clôture une année caractérisée par des températures record et des phénomènes météorologiques extrêmes sans précédent. Les climatologues du monde entier ont souligné la nécessité de procéder à une réduction importante et immédiate des émissions de gaz effet de serre (GES) afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C et proposé des moyens d'y parvenir. Quant à l'Agence internationale de l'énergie, elle a établi une trajectoire ambitieuse mais réalisable de réduction des combustibles fossiles et d'accélération du passage aux sources d'énergie renouvelable, et ce en vue de respecter l'objectif des 1,5 °C.

Les causes et les conséquences des changements climatiques n'ont jamais été aussi claires, et les solutions n'ont jamais été aussi à portée de main. Les combustibles fossiles nous tuent, mais les énergies renouvelables sont porteuses d'un avenir meilleur. Or, l'augmentation des émissions et l'expansion prévue de la production de combustibles fossiles ne sont absolument pas en phase avec les progrès que nous devons accomplir. De plus, le soutien financier visant à réduire les émissions dans les pays les plus pauvres, ainsi que les fonds affectés à la lutte contre l'aggravation des impacts des changements climatiques, reste tout à fait insuffisant. La COP28, qui constitue un véritable test de résistance pour l'Accord de Paris, sera l'occasion de faire face aux faits, de rectifier le tir et de donner aux solutions une réelle chance de porter leurs fruits.

Ce dont nous avons besoin lors de la COP28

1. C'est lors de la COP28 à Dubaï que les pays devront enfin s'engager à nous affranchir des combustibles fossiles. C'est à ce moment que les leaders de ce monde devront décider de mettre fin à l'expansion du charbon, du pétrole et du gaz et d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables, tout en procédant à une élimination progressive, équitable et contrôlée des combustibles fossiles.
2. Le bilan mondial de la COP28 (Global Stocktake) doit se solder par des résultats qui permettront de mettre en œuvre des actions transformatrices dans tous les domaines afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C et de faire face aux conséquences climatiques grandissantes.
3. Le succès ne sera possible qu'avec un ensemble de mesures financières crédibles correspondant aux besoins réels, comprenant le lancement d'un nouveau fonds pour les pertes et dommages et nous rapprochant de l'objectif de faire payer les pollueurs pour la destruction et les dommages dont ils sont responsables.

Nos attentes sont détaillées dans les pages suivantes, et le dossier politique intégral de Greenpeace est disponible [ici](#) (en anglais).

La fin des combustibles fossiles ou l'objectif de 1,5°C

Pour éviter les pires impacts des changements climatiques et rester en deçà de la limite de réchauffement de 1,5 °C fixée par l'Accord de Paris, les gouvernements présents à la COP28 doivent miser sur l'abandon des combustibles fossiles.

Mais le gouvernement canadien continue d'accroître sa production, se classant au quatrième rang mondial des producteurs de pétrole et de gaz en 2022, et étant en passe de devenir le deuxième plus grand développeur de nouveaux projets gaziers et pétroliers au monde entre 2023 et 2050. Le financement public national d'Exportation et développement Canada a soutenu l'industrie pétrolière et gazière à hauteur de [50 milliards de dollars canadiens depuis 2019](#).

Un accord mondial visant à enrayer l'expansion de l'extraction de pétrole, de charbon et de gaz et à éliminer rapidement tous les combustibles fossiles doit être conclu dès maintenant.

Un résultat robuste en matière de combustibles fossiles lors de la COP28 nécessite les éléments suivants :

- **Un engagement à mettre fin dès maintenant à l'expansion des combustibles fossiles;**
- **Un engagement en faveur d'une élimination rapide, équitable et exhaustive des combustibles fossiles existants** – avec une feuille de route, des mécanismes de responsabilisation clairs et l'attente que cet engagement soit mis en œuvre par le biais de plans nationaux contenus dans les CDN (contributions déterminées au niveau national);
 - **Rapide** – Atteindre des systèmes énergétiques sans combustibles fossiles au plus tard d'ici 2050, avec des avancées significatives dans la diminution de la production et de l'utilisation des combustibles fossiles d'ici 2030;
 - **Équitable** – Tous les acteurs concernés s'engagent à agir, en particulier les grands émetteurs comme le Canada, et les pays riches et historiquement pollueurs agissant le plus rapidement et apportant un **soutien financier accru à la transition vers des systèmes d'énergie renouvelable dans les pays moins bien nantis**;
 - **Exhaustive** – Nous ne visons pas la réduction, mais bien l'*élimination* progressive de *tous* les combustibles fossiles. Les promesses concernant les technologies de réduction des émissions ne peuvent en aucun cas justifier l'expansion des combustibles fossiles ou retarder la transition vers les énergies renouvelables. La protection et la restauration des forêts et des autres écosystèmes riches en carbone ne peuvent pas non plus permettre d'éviter l'élimination progressive des combustibles fossiles, mais doivent au contraire venir la compléter.
- Un engagement à tripler les énergies renouvelables et à doubler l'efficacité énergétique – nécessaire, mais insuffisant sans un engagement à éliminer progressivement les combustibles fossiles;
- Engagement en faveur de politiques libres de toute influence fossile – mettre en œuvre de vastes réformes pour lutter contre l'influence de l'industrie des combustibles fossiles dans les politiques climatiques mondiales et nationales;
- **Un engagement à multiplier les voies pour accélérer l'avènement d'une transition juste**, sur la base du Programme de travail sur la transition juste élaboré lors de la COP27.

Faire payer les pollueurs, ou faire passer les profits avant les gens et la planète

L'ère des combustibles fossiles doit prendre fin et, pendant que le pétrole, le charbon et le gaz sont progressivement éliminés, l'industrie des combustibles fossiles doit payer pour la destruction et les dommages causés par ses produits. Ce n'est pas l'argent qui manque, mais l'action des gouvernements pour faire payer l'industrie des combustibles fossiles et les autres grands pollueurs. La COP28 doit marquer un tournant en la matière.

Alors qu'un nombre record de personnes subissent des pertes et des dommages dus à l'évolution rapide du climat, l'industrie des combustibles fossiles engrange des bénéfices exorbitants et inégalés. Selon la Banque mondiale, les pertes et dommages causés par les inondations de l'année dernière au Pakistan à elles seules sont estimés à plus de 30 milliards de dollars américains, tandis que les besoins en matière [de reconstruction s'élèvent à plus de 16 milliards](#). Pendant ce temps, en 2022, cinq des plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde ont enregistré des bénéfices record totalisant près de [200 milliards de dollars américains](#). L'industrie des combustibles fossiles n'a jamais été aussi prospère, alors que les communautés les plus touchées par les changements climatiques subissent des conséquences

Un résultat robuste en matière de responsabilisation des pollueurs nécessite les éléments suivants :

- **Affirmer le principe du pollueur-payeur dans les décisions de la COP28;**
- **Un engagement à trouver de nouvelles sources de financement public basées sur le principe du pollueur-payeur pour soutenir l'action climatique à l'échelle mondiale.** Cela inclut :
 - Un accord selon lequel **tous les pays riches devraient prendre l'initiative** d'introduire de telles taxes sur les dommages climatiques au **niveau national** et par le biais d'une **coopération multilatérale**, compte tenu de leurs obligations (non respectées) de longue date de fournir un soutien international, et allouer davantage de revenus provenant des mécanismes existants de pollueur-payeur au financement international de la lutte contre les changements climatiques;
 - Un accord sur de nouvelles sources de financement basées sur le principe du pollueur-payeur pour **financer le nouveau fonds pour les pertes et dommages**;
 - Un accord pour que les **négociations de l'année prochaine concernant le nouvel objectif de financement post-2025** (pour remplacer les 100 milliards de dollars) incluent un mandat pour discuter de nouvelles sources de financement public basées sur le principe du pollueur-payeur.
- **Au Canada, cela signifie que le gouvernement Trudeau doit :**
 - **Soutenir publiquement et s'engager en faveur d'une taxe sur les dommages climatiques qui serait imposée à l'industrie canadienne des combustibles fossiles et versée au fonds des Nations Unies pour les pertes et dommages;**
 - Soutenir la mise en place d'un fonds pour les pertes et dommages fondé sur les droits et axé sur la collectivité, et s'engager à y verser sa juste part.

Un financement crédible

Le financement est une pierre angulaire de la coopération mondiale sur les changements climatiques et constitue le cœur du grand compromis qui sous-tend l'Accord de Paris. Dans de nombreux pays et contextes, le soutien financier international des pays riches est ce qui rend l'action possible. Le succès de la COP28 dépendra de l'ensemble de mesures financières crédibles qui seront proposées.

Faire du nouveau fonds pour les pertes et dommages une réalité lors de la COP28 est une priorité essentielle, afin que les financements destinés à soutenir les communautés déjà touchées puissent commencer à être versés.

Un résultat robuste en matière de financement nécessite les éléments suivants :

- **L'opérationnalisation du nouveau fonds pour les pertes et dommages lors de la COP28** qui répond aux besoins des personnes en première ligne de la crise climatique, avec un accord selon lequel les pays riches et historiquement pollueurs assureraient la majeure partie du Fonds et s'engageraient à fournir des fonds dans un avenir proche;
- Un nouvel ensemble de mesures financières et un engagement de la part des pays riches à augmenter concrètement le soutien international pour financer les stratégies d'atténuation et d'adaptation ainsi que les pertes et dommages;
- Au Canada, cela signifie que le gouvernement Trudeau doit augmenter ses contributions au financement de la lutte contre les changements climatiques de manière à ce qu'elles correspondent à notre juste part, en priorisant le financement sous forme de subventions pour l'ensemble du financement de la lutte contre les changements climatiques, et celui pour l'adaptation exclusivement sous forme de subventions;
- **Les pays riches doivent respecter leur engagement de 100 milliards de dollars par an** de manière équitable et solide, et montrer qu'ils sont sur la bonne voie pour au moins **doubler le financement des stratégies d'adaptation** d'ici 2025;
- **Une avancée dans les négociations sur le nouvel objectif collectif quantifié qui ouvre la voie à un nouvel objectif ambitieux de financement climatique pour l'après-2025** qui sera adopté l'année prochaine, et un accord selon lequel les **négociations sur l'article 2.1(c) progresseront** l'année prochaine.

Changement de cap transformateur ou poursuite de la dérive

La COP28 marque l'achèvement du premier bilan mondial – un mécanisme prévu par l'Accord de Paris pour évaluer la réponse mondiale à la crise climatique et un tremplin vers des résultats plus ambitieux. Le succès du bilan mondial permettra de déterminer si la COP28 est une réussite.

Un résultat politique robuste pour le bilan mondial nécessite les éléments suivants :

- Des critères de référence clairs pour le cycle actuel et à venir d'engagements nationaux (CDN) sur une action alignée sur la limite de réchauffement de 1,5°C de l'Accord de Paris, avec des engagements afin de :
 - Revoir à la hausse l'ambition des objectifs pour 2030 de manière urgente et significative afin de réduire les émissions mondiales d'au moins 43 % d'ici 2030, conformément à ce que le GIEC estime nécessaire pour maintenir l'objectif de 1,5 °C à portée de main;
 - Soumettre de nouveaux objectifs d'émissions pour l'ensemble de l'économie d'ici 2025 afin d'atteindre une ambition globale d'au moins 60 % de réduction des émissions d'ici 2035, les pays riches étant les plus rapides à réaliser cet objectif;
 - **Au Canada, compte tenu de nos émissions historiques et de notre capacité à payer, cela implique** de s'engager à réduire les émissions nationales de GES d'[au moins 60 % d'ici 2030](#) (par rapport aux niveaux de 2005, sur la base d'une juste part) et de renforcer le plan d'action pour le climat à l'horizon 2030 en instaurant, entre autres, les mesures suivantes :
 - Imposer un [plafond robuste à la production de pétrole et de gaz](#);
 - Mettre fin au financement de tous les combustibles fossiles;
 - Adopter des [réglementations plus strictes sur le méthane](#);
 - Renforcer le [règlement proposé sur l'électricité propre](#).
- Un accord sur une action transformatrice dans les secteurs ayant le plus fort potentiel de réduction des émissions, et surtout un engagement envers les points suivants :
 - L'élimination progressive, équitable, rapide, complète et financée de tous les combustibles fossiles, ainsi que l'arrêt de tout nouveau projet d'expansion;
 - Tripler les énergies renouvelables, doubler l'efficacité énergétique et réduire considérablement l'utilisation des combustibles fossiles d'ici 2030;
 - La mise en œuvre de ces engagements au moyen de CDN nouvelles et actualisées.
- Un engagement à **augmenter de manière concrète le financement accordé aux pertes et dommages ainsi qu'à l'adaptation et l'atténuation.**

Comment y parvenir

La COP28 doit se solder par un accord prévoyant une élimination progressive, juste et équitable de tous les combustibles fossiles : le pétrole, le gaz et le charbon. Tous les gouvernements doivent agir maintenant pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Cela vaut tout particulièrement pour les principaux émetteurs mondiaux, les pays riches historiquement pollueurs, comme le Canada, étant ceux qui doivent agir le plus rapidement. Les pays riches doivent accroître leur contribution financière. Il s'agit notamment de tenir leur engagement de contribuer 100 milliards de dollars par an et d'augmenter considérablement leur financement pour l'atténuation et l'adaptation ainsi que pour les pertes et dommages, notamment en appliquant le principe du pollueur-payeur.

Contact : [Philippa Duchastel de Montrouge](mailto:pduchast@greenpeace.org), pduchast@greenpeace.org; conseillère aux communications, Greenpeace Canada, +1 514 929-8227